

L'ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



Eire. Ulster. Royaume-Uni.

TRIBUTE TO JOHN CLEESE.

“- *What has the European Convention on Human Rights ever done for us ?*

- *Peace in Northern Ireland ?* »

Au lendemain du vote en faveur Brexit, [le clin d'œil à La vie de Brian des Monty Python](#) avait eu son petit succès. La paix durement acquise a tendance à être oubliée. Le sujet est pourtant redevenu inquiétant depuis que la sortie du Royaume-Uni de l'UE repose sur l'existence d'une frontière tangible entre République d'Irlande et province d'Ulster.

- Toujours suspendu à l'accord des [partis unionistes comme le DUP](#), surtout depuis [les élections](#) de l'année dernière, [le « cadre de Windsor »](#) n'a pas encore levé tous les doutes sur cette question qui empoisonne les relations entre le Royaume-Uni et ses anciens partenaires.
- Alors que [le président américain Joe Biden](#) s'est rendu dans la province pour célébrer le 25ème anniversaire de l'accord du Vendredi Saint, Katie Johnston, maître de conférences en droit à l'université de Liverpool, fait le point sur l'état de l'accord dans une analyse au fond sur pour le blog du [European Journal of International Law](#).
 - L'accord de Belfast/Good Friday de 1998 a permis à toute une génération de grandir dans une société sans affrontement armé ni attentats.
 - Il avait été signé entre le Royaume-Uni et le gouvernement irlandais, ainsi que les partis politiques d'Irlande du Nord.
 - K. Johnston analyse la relation entre l'accord multipartite et les obligations créées par l'accord britannico-irlandais (BIA).
 - Son étude porte sur les réformes futures des institutions politiques en Irlande du Nord du fait des complications nées de l'accord de retrait du Royaume-Uni et de l'Union européenne.
 - Sur les quatre articles du BIA, l'article 2 crée deux obligations juridiques distinctes pour les parties en vertu du droit international public.
 - La 1e consiste en une obligation de soutenir et, le cas échéant, de mettre en œuvre les dispositions de l'accord multipartite.
 - La 2e oblige d'établir certaines institutions des volets deux et trois conformément aux dispositions de l'accord multipartite.
 - Deux questions se posent alors.
 - Les deux gouvernements doivent-ils mettre en œuvre l'accord multipartite tel qu'il a été rédigé en 1998 ou tel qu'il a été modifié postérieurement ?
 - Comment les modifications de l'accord multipartite convenues au niveau politique se reflètent-elles dans le contenu de ces obligations de l'article 2 ?

- Derrière la controverse juridique se pose la question de l'avenir de l'accord et de l'Ile divisée, comme le rappelle [cette analyse optimiste du Council on Foreign Relations](#).
 - La préservation des droits des [Nord-Irlandais, aujourd'hui](#) privés de leur autonomie gouvernementale, est sérieusement mise en jeu.
 - Ceci est indiscutablement lié à la stabilité gouvernementale et sécuritaire de l'Ile.
 - Le maintien de [l'intégrité du marché commun](#), sujet capital, semble être plus important qu'une séparation nette de l'Ile.
 - L'hypothèse d'une Irlande [potentiellement réunifiée](#) revient au cœur des réflexions.

Lutte contre la pédopornographie. Règlement CSA.

BLACK MIRROR.

Le livre de Shoshana Zuboff, [L'âge du capitalisme de surveillance](#) semblait ne concerner que ces contrées lointaines où règnent crédit social et partis uniques. Mais les menaces sur les libertés fondamentales concernent tous les régimes. La question devient épineuse lorsque la surveillance en ligne invoque de grandes causes moralement indiscutables. Cela est tout particulièrement le cas avec la commissaire européenne aux affaires intérieures, Ylva Johansson, qui défend [un nouveau texte appelé "règlement CSA"](#).

- Cette potentielle législation européenne permettrait la surveillance de toutes les communications en ligne afin de détecter la distribution de matériel pédopornographique.
 - Ce règlement ne s'appliquerait pas uniquement aux auteurs présumés d'infractions, mais à toutes les personnes physiques présentes et en ligne sur le territoire de l'Union.
 - Quel que soit leur âge d'ailleurs.
 - L'idée est d'utiliser l'intelligence artificielle pour analyser les communications en ligne.
 - Ceci, afin d'y déceler des modèles de langage associés à ce que l'on nomme le « grooming » la manipulation de mineurs à des fins sexuelles.
- Une telle surveillance de toutes les communications en ligne peut être considérée comme une atteinte majeure à la vie privée.
 - Elle affecterait la vie privée de 447 millions de citoyens européens, ce que [dénoncent des organisations de la société civile comme l'EDRI](#).
 - [Certains craignent](#) même que le projet CSA ne soit préjudiciable aux enfants mêmes, alors qu'il est censé les protéger.
 - Les députés européens ont opposé à la commissaire la mise en garde des Nations unies et de l'UNICEF quant à une surveillance généralisée des jeunes.
 - Le Contrôleur européen de la protection des données s'inquiète de cette généralisation.
 - Il soulève le fait que nous disposons de peu de preuves de son efficacité pour mettre un terme à la distribution de matériel pédopornographique.

EUROPE GÉOPOLITIQUE



Chine. Taiwan. Autonomie stratégique. Macron. UE.

SUN TZU.

Les relations internationales sont aussi des relations humaines : le fond et la forme du message, comme le contexte dans lequel il est envoyé comptent tout autant. Réaffirmer son attachement au concept d'autonomie stratégique de l'UE et ses efforts pour y parvenir n'aurait jamais dû être un sujet de scandale pour le président Macron. Mais l'illustrer par une forme de distance en cas de menace sur Taiwan par la Chine continentale, en reprenant qui plus est les éléments de langage de Pékin sur les provocations américaines a semé le trouble chez les partenaires.

- Ce raté de communication au profit de la Chine, illustre selon François Godement, sinologue, [le péril du « en même temps »](#) en matière diplomatique.
- La visite diplomatique d'Emmanuel Macron et Ursula von der Leyen en Chine devait marquer [l'unité européenne](#) et ouvrir potentiellement des voies à une intervention constructive de Pékin dans le conflit ukrainien.
 - A la suite d'une interview accordée par le président français à [Politico](#), [Les Echos](#) et [France Inter](#), [les déclarations ont](#) provoqué une grosse tempête politique et médiatique.
 - Appeler l'Europe à prendre son autonomie stratégique,
 - Réclamer une « troisième grande puissance » à équidistance dans le conflit entre les États-Unis et la Chine,
 - au moment choisi par Pékin pour une spectaculaire [démonstration de force militaire](#) dans le détroit de Taiwan,
 - Est apparu comme particulièrement malvenu.
- Très critique de la maladresse présidentielle, et des [erreurs de communication](#) qui ont [suivi](#), le sinologue Antoine Bondaz a insisté sur [le confort qu'en a retiré le pouvoir chinois](#) dans ses manœuvres militaires.
 - Ceci montre combien était mal choisie l'expression [de « rythme » américain versus « surréaction » chinoise](#) employée par le président français.
 - [Le correspondant du Figaro en Chine](#), dans une vidéo d'explication, revient plus longuement sur cette expression.
- A front renversé, c'est pour une fois d'Allemagne que le ton le plus sévère à l'égard de la Chine est venu.
 - La ministre des Affaires étrangères, Annalena Baerbock, lors de sa visite cette semaine, ne s'est pas privée de [rappeler au président Xi](#) ses engagements et responsabilités internationales.
 - Une guerre à propos de Taiwan [serait « un scénario d'horreur » a-t-elle insisté.](#)

Chine. Taiwan. Autonomie stratégique. Partenaires.

EXPLIQUER LONGTEMPS.

Évidemment, la notion d'autonomie stratégique, par laquelle l'Europe devrait être en mesure de se maintenir sans une dépendance nécessaire à l'égard d'une autre grande puissance, n'est pas intrinsèquement mauvaise. Spécialiste de ces questions géopolitiques et du concept, le député européen Arnaud Danjean (FR-PPE) [a rappelé dans un thread](#) les ambivalences de la rhétorique sur l'autonomie stratégique.

- Ce concept est au mieux « mal compris » des partenaires européens de la France et il risque de rester une « vaine incantation » tant que les moyens et la pensée stratégique ne suivront pas.
 - Certes, le problème est que les communications du président français faites - en quelque sorte - au nom de l'Union, au cours de ce voyage, ont été ponctuées de raccourcis.
 - Raccourcis qu'il est aisé d'habiller en fonction de ses objectifs, ou de traduire par la manifestation de ses craintes.

- On relève en particulier qu'en suggérant que l'Europe ne doit pas se comporter en « vassal des Etats-Unis », dont il critique à demi-mot l'attitude sur le volet taiwanais, E. Macron [s'est attiré de nombreuses critiques](#).
 - La [presse américaine](#) y a lu duplicité, mégalomanie française et menace sur l'unité occidentale, voire indulgence pour les régimes autoritaires.
 - Le sénateur républicain américain [Marco Rubio](#), candidat à la primaire pour 2024, rétorque que l'indifférence supposée de E. Macron à l'égard du conflit à Taiwan devrait se traduire par une indifférence de l'armée américaine en Ukraine.
 - Les soutiens à Taiwan, en France et ailleurs dans le monde, se sont émus de cette dangereuse indulgence pour la politique de la Chine continentale.
 - C'est ce que souligne le communiqué de l'Inter-parliamentary alliance on China, [représentée en France par le sénateur André Gattolin](#).
 - Les atlantistes, tant aux États-Unis qu'en Europe, ont vivement réagi.
 - Surtout [les Etats d'Europe centrale et orientale](#) pour lesquels l'alliance américaine est une garantie de sécurité nationale.
- Ce qui marque c'est que ces divergences sur le rôle de l'alliance atlantique en Europe ne semblent pas prises en compte dans les déclarations critiquées.
 - Et ce, malgré la guerre en Ukraine et un centre de gravité de l'Europe clairement déplacé vers l'Est.
 - Ignorer la position de la Pologne [nouveau centre de gravité de l'UE](#) selon certains, donne plutôt l'impression d'un refus de voir le monde changer.
- Cette tendance française, très critiquée au sein de l'Union, à préempter les visions stratégiques européennes sert à renforcer la thèse déclarée par le Premier Ministre Polonais, M. Morawiecki, lors de son [récent discours à Heidelberg](#).
 - Celui-ci prône un réancrage dans la stratégie de l'Etat-nation plutôt que l'UE.
 - En effet, dans l'UE persisterait une domination des grands Etats au détriment des « souhaits des peuples ».

UE. BRICS. Nouvel ordre mondial.

CASSE BRICS.

Après des coups d'éclat diplomatiques comme la médiation entre les rivaux stratégiques et politiques Arabie Saoudite et Iran, la Chine poursuit son offensive de révision d'un ordre international dominé par l'Occident.

- La visite, cette semaine, du président brésilien Lula, et [sa réponse aux critiques](#) à ce propos, s'inscrivent dans la logique [de renforcement du bloc des BRICS](#).
 - Le rapport de force passe d'abord par la remise en cause de l'hégémonie du dollar comme socle monétaire global, en particulier dans les échanges pétroliers.
 - Il serait question d'une [monnaie commune](#) aux BRICS.
 - BRICS [qui pèsent désormais plus que le G7](#) dans l'économie mondiale.
- Dans ce contexte de tensions croissantes, on peut aisément imaginer que Xi Jinping espère beaucoup d'une potentielle désunion européenne.
 - Les tentatives pour persuader la Chine de renoncer à son soutien à Moscou et la dissuader de soutenir militairement la Russie dans le conflit en Ukraine semblent motiver le dirigeant chinois à utiliser ce conflit comme [moyen de pression contre les pays européens](#).
 - On note par ailleurs [l'accueil très différent](#) des présidents français et de la Commission européenne qui sert le même objectif de discord.
 - Alors que le président français était accueilli de manière très formelle et en grande pompe, Ursula von der Leyen était reçue par un ministre de rang protocolaire inférieur et traitée avec moins d'égards.

Chine. Terres rares. Chaîne d'approvisionnement.

MONOPOLY.

Transition énergétique et technologies vertes se situent à la croisée des perspectives géopolitiques et des ambitions écologiques pour l'Europe. C'est ce que souligne la probabilité que la Chine, au nom de sa sécurité nationale, [envisage d'interdire l'exportation](#) de technologies utilisées dans la production d'aimants en terres rares à haute performance.

- La Chine, qui domine déjà le marché mondial de ces technologies, cherche ainsi à contrôler la chaîne d'approvisionnement et à affirmer sa domination dans le secteur environnemental en plein essor.
 - Les technologies de fabrication de ces aimants seront probablement ajoutées à la liste des interdictions d'exportation.
 - Une révision du catalogue des technologies interdites et restreintes à l'exportation devrait être adopté cette année.
 - Au Japon, qui détient une part importante du marché des aimants en terres rares, [on s'inquiète](#) déjà de l'impact potentiel d'une rupture d'approvisionnement sur diverses activités publiques et économiques.
 - L'interdiction proposée pourrait également affecter les États-Unis et l'Europe, qui ne sont pas des fabricants traditionnels d'aimants en terres rares.
- L'interdiction est considérée comme faisant partie des efforts de la Chine pour accroître la dépendance de la communauté internationale à l'égard de son réseau d'approvisionnement.
 - Elle peut aussi l'utiliser comme monnaie d'échange dans ses relations avec d'autres pays.
 - Avec ces menaces sur l'accès aux matières premières, les enjeux du recyclage, de l'économie circulaire et de l'efficacité matérielle en sortent dramatiquement renforcés.

GREEN DEAL



Déchets. Responsabilité. Consigne. Traité international.

PAS EMBALLÉ.

Plusieurs associations, dont [Zero Waste Europe](#), le Bureau européen de l'environnement, ainsi que la coalition d'entreprises [New European Reuse Alliance](#) et la Fondation Minderoo, [ont publié cette semaine une position commune](#) en faveur de mesures plus strictes pour encourager une « véritable transition vers des emballages réutilisables ».

- Les mesures de réutilisation proposées par la Commission dans son [projet de règlement](#) de novembre, [détaillées ici](#), ont été régulièrement critiquées.
 - Les questions et les doutes concernant leurs avantages environnementaux sont souvent comparés au recyclage.
- Dans leur document, les associations recommandent de faire la distinction entre les objectifs de réutilisation et de remplissage des emballages, alors que la Commission tente de fusionner les deux approches.
 - Elles proposent également d'utiliser le système de [responsabilité élargie des producteurs](#) (REP) pour développer la réutilisation.
 - Il faudrait orienter les financements vers des actions de prévention et de réduction des emballages et le déploiement d'infrastructures de réutilisation.
 - Ceci implique que l'autre levier d'action encouragé est le système de consigne.
- Enfin, les associations suggèrent de créer un observatoire européen du réemploi, réunissant la direction générale de l'environnement de la Commission et son service de statistiques, Eurostat.
 - Calqué sur le modèle de l'observatoire français mis en place par la loi Climat et résilience.

La question des emballages est aussi au menu du sommet du G7 au Japon, où les pays industrialisés [peinent à coordonner leurs ambitions](#) en matière environnementale.

- Il se sont toutefois engagés à [réduire leur pollution plastique](#).
- Alors qu'en mai la France [devrait accueillir prochain le nouveau sommet international sur le plastique](#), le Conseil économique, social et environnemental (CESE) a adopté ses [recommandations sur la création d'un traité international sur la pollution plastique](#).
 - Le CESE poursuit un objectif international pour l'élimination de la pollution plastique d'ici 2040.
 - Avec la création d'un nouvel indicateur de « l'empreinte plastique » ;
 - et l'établissement d'une liste des additifs les plus toxiques et nocifs.
 - Le CESE demande également l'interdiction des plastiques à usage unique d'ici 2040.
 - Accompagnée de l'augmentation du pourcentage de plastiques recyclés dans les emballages à 50 % d'ici 2050.

Balkans. Kosovo. Energies renouvelables.

KOSOVO JE ZELEN.

Dans les Balkans, l'environnement figure parmi les sujets de préoccupation majeure, aussi bien pour le processus d'adhésion à l'UE et ses exigences normatives en matière écologique, que pour les populations dont le cadre de vie est singulièrement dégradé par un appareil industriel désuet et l'absence d'un cadre législatif exigeant fonctionnel pour les protéger. Le Kosovo – qui a [déposé sa candidature à l'Union](#) - tire son épingle du jeu sur fond de crise énergétique.

- Le dernier [rapport sur les progrès du Kosovo](#) en matière d'énergie, d'environnement et de changement climatique, publié par l'Union en 2022, faisait état de progrès limités. Il semble que la situation soit sur le point de changer cette année.
 - [Fin 2022, le Kosovo a approuvé une stratégie énergétique](#) qui donne la priorité à l'utilisation des sources d'énergie renouvelables.
 - Cette nouvelle stratégie représente une étape positive vers un programme plus durable et plus respectueux de l'environnement.
 - En mars 2023, [le Kosovo et l'Union européenne ont tenu leur sous-comité annuel régulier sur l'énergie, l'environnement, le climat, le développement régional et les transports](#).
 - La Commission a ainsi salué l'adoption de la [stratégie énergétique 2022-2031](#).
 - Elle pose les bases de la décarbonisation tout en maintenant la sécurité énergétique.
 - L'idée est de garantir un approvisionnement abordable et accroître le développement de sources d'énergie alternatives.
- Dans ce contexte favorable, [l'UE a signé avec le Kosovo une convention de financement](#) portant sur un ensemble de mesures de soutien à l'énergie.
 - Est prévue une aide financière directe de 75 millions d'euros pour aider les citoyens et les entreprises à faire face aux crises énergétiques.
 - [Avec le soutien de l'UE](#), de nombreuses petites et moyennes entreprises du Kosovo ont déjà commencé à investir dans des panneaux solaires afin de réduire leurs coûts énergétiques et de contribuer à la protection de l'environnement.
- En s'alignant sur [« l'Agenda vert pour les Balkans occidentaux »](#) de la Banque Européenne d'investissements, le Kosovo crée un donc un contexte favorable pour contribuer aux efforts régionaux de lutte contre le changement climatique.